

# Un trip de gang



président de l'UPA de l'Estrie, François Bourassa.

Cela ramène la mise de départ autour de 1 M\$ du côté de Weedon. Comme il ne fait pas de doute à ses yeux que la culture de cannabis peut être considérée comme une activité agricole, M. Bourassa ne verrait pas d'obstacle à un mégaprojet dans le rang 2 de cette municipalité.

« Nous allons essayer d'y voir plus clair au fur et à mesure que les conditions d'obtention des licences seront précisées. Dans le milieu agricole, je pense que les producteurs maraîchers sont ceux qui sont le plus susceptibles d'avoir de l'intérêt pour ce marché à cause de leur expertise pour la culture en serre », évalue pour le moment M. Bourassa.

L'homme au portefeuille diversifié qu'est Mario Côté, de Stoke, qui est propriétaire de fermes laitières, d'entreprises intégrées dans le porc et qui est aussi devenu le leader canadien de l'élevage et de la commercialisation du canard, n'est pas pris d'une soudaine envie de se lancer dans le cannabis.

« Je n'ai pas pris le temps de m'arrêter à cela. Si on me démontrait de réelles opportunités, je ne dis pas que je n'aurais pas d'intérêt », réagit-il.

La naissance du consortium Vallée Verte, formé de scientifiques de l'Université de Sherbrooke et des entreprises Neptunes Technologies/Bioressources et DJB, a été annoncée à la mi-mai sans détails sur l'ampleur du projet à l'étude.

« Les choses se précisent et on peut parler d'investissements de 25 à 30 M\$ pour produire entre



La production de cannabis médicinal dans le parc scientifique de Sherbrooke nécessiterait des investissements de 25 à 30 M\$ et se ferait à l'intérieur d'un bâtiment fermé plutôt qu'en serre, comme ce serait le cas pour le projet de 200 M\$ annoncé cette semaine à Weedon. —PHOTO ARCHIVES LA TRIBUNE

40 000 et 50 000 kilos de cannabis médicinal par année. Nous n'aurions pas besoin d'occuper tout le reste du parc scientifique, un bâtiment de 200 000 pieds carrés serait suffisant », révèle Yvan Vanier à titre de directeur du développement des affaires de DJB (Distribution Jean Blanchard).

Ce dernier sursaute à la remarque qu'il s'agit d'un modeste projet à côté de celui qui est dans l'air à Weedon.

« Je ne veux discréditer personne, mais j'ai hâte qu'on explique comment il sera possible de rencontrer les règles de sécurité très sévères qui sont exigées par Santé Canada avec des serres réparties sur une aussi grande superficie. Nous optons pour un bâtiment fermé plutôt qu'une production en serre justement pour diminuer les coûts d'exploitation », précise-t-il.

Vingt-sept entreprises détiennent des permis de production en Ontario contre une seule au Québec. Les exploitants actuels, dont plusieurs sont cotés en bourse, ne nagent pas nécessairement dans les profits.

Il est utopique de penser que les autorisations vont se mettre à pleuvoir au Québec. Comme celles-ci seront délivrées par la province — pourvu que toutes les exigences fédérales soient rencontrées —, l'intérêt d'investisseurs externes est d'accroître leur marché national. L'une des entreprises prêtes à miser sur Weedon est basée à Vancouver.

S'agit-il de démarches concurrentes ou de projets potentielle-ment complémentaires?

« Je n'ai pas l'information nécessaire pour répondre à cela, mais je ne vois que des avantages à travailler ensemble plutôt qu'en

s'ignorant si l'objectif commun est d'obtenir le maximum de retombées régionales », croit Yvan Vanier.

« Je suis du même avis. L'expertise dans l'extraction de l'huile de cannabis nous est propre et ça pourrait être un avantage d'avoir plus d'une source d'approvisionnement en région. Il faut par contre examiner le réalisme de tout cela », ajoute le vice-président de Neptune, Mario Paradis.

Sherbrooke et ses voisines ont investi ensemble dans Valoris pour maximiser les retombées de l'économie verte. Nous pensons également pouvoir vendre des sièges d'avion avec nos partenaires du Haut-Saint-François. Les maires devraient envoyer rapidement le message politique qu'il n'en sera pas autrement pour le cannabis.